

Payez contre ce chèque non-endossable sauf au profit d'une banque ou d'un établissement financier
Pay against this cheque non-endorsable except for a bank or a financial institution



Cinquante mille francs CPA

Deux Cent

A/To ETOUNDI ATIENGA Eric Martial

Payable au/In Cameroun

à Yaoundé

XAF

250 000 FCFA

le 15/03/2023

Signature

Yaounde-Biyem-Assi

11834 YAOUNDE

Tél (237)222 31 85 81

Chèque n°

8926164

10005 00024 04890291001 01

KIAMA SA

BP 15 709 YAOUNDE

YAOUNDE

892616410005000240489029100101

J'ai reconnu avoir reçu de la Société KIAMA SA
un chèque de deux Cents cinquante mille (250.000) FCFA
représentant le solde de ma prestation pour le projet
de mise en place du document de politique nationale
de veille technologique

Eric ETOUNDI

CONTRAT DE SERVICE N°018/KIAMA/DG/DAAF/DRDE/SCC 2022

RELATIF À LA MISE EN PLACE DU DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE VEILLE TECHNOLOGIQUE.

OBJET DU CONTRAT : POUR LA MISE EN PLACE DU DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE VEILLE TECHNOLOGIQUE.

DUREE DU CONTRAT : Trois (03) mois

Le présent contrat est conclu entre KIAMA SA, BP : 15709 Yaoundé, Tel : (+237) 696 81 25 15 / 682 20 26 75, Fixe : (+237) 222 20 90 43, N°RCCM : RC/YAO/2016/B/224, N° CONTRIBUTABLE : M031612491838P Représenté par son Directeur, Monsieur **MOLE HAMMA Fidel**. Ci-après dénommée « LA SOCIETE » d'une part,

Et

Mr ETOUNDI ATENGA Eric Martial, titulaire de la CNI° 101577825 délivrée le 13/01/2021

Tél : 6 76 61 41 58 Ci-après dénommée « **CONSULTANT** » d'autre part.

ATTENDU QUE LA SOCIETE souhaite que LE CONSULTANT fournisse les services visés ci-après

Et

ATTENDU QUE LE CONSULTANT accepte fournir lesdits services

PAR CES MOTIFS, LES PARTIES AU CONTRAT sont convenues de ce qui suit :

I. OBJET DU CONTRAT :

Le présent contrat de service a pour objet l'apport en expertise comme CONSULTANT : La mise en place du document de politique nationale de veille technologique.

II. OBLIGATIONS DE KIAMA SA

KIAMA SA a pour obligations de :

- Payer tous les honoraires du consultant après transmission du procès-verbal.

III. OBLIGATIONS DU CONSULTANT :

LE CONSULTANT a pour obligations suivantes :

- Conduire toutes les réunions techniques avec les différents experts de son équipe et les parties prenantes ;
- Assister à toutes les rencontres avec les responsables des PEM/PMI, des entreprises d'Etats et du MINRESI dans le cadre des échanges techniques liés à la mission ;
- Superviser les opérations d'élaboration des fiches des correspondances, des descentes sur le terrain et d'analyse selon la méthode FFOM ;
- Définir et attribuer les tâches de chaque expert et coordonner leur action ;
- Superviser la rédaction des différents rapports (Mise en œuvre, état des lieux et stratégies) ;
- D'organiser et présenter les ateliers de validation des rapports.

IV. COUT DE LA PRESTATION ET MODALITES DE PAIEMENT :

Le montant total de la prestation s'élève à la somme d'UN MILLION CENT MILLE (1 100 000) FCFA répartie ainsi qu'il suit :

- 100 000 à la signature du contrat ;
- 30% après validation 1^{er} rapports ;
- 30% après validation du dernier rapport ;
- 40% 30 jours après réception du marché.

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois (03) mois maximum à compter de la date de signature dudit contrat. Il cesse de plein droit au terme de la réception définitive par le comité de recette technique.

V. OBLIGATION DE RESERVE :

LE CONSULTANT considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, documents, données ou concepts, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Toutefois, LE CONSULTANT, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des Moyens légitimes.

VI. PROPRIETE DES DOCUMENTS ET DROITS

LA SOCIETE accepte que LE CONSULTANT puisse faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du présent contrat.

VII. REGLEMENT DES LITIGES :


Une solution à l'amiable devra être recherchée par les parties pour tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent contrat. A défaut, le Tribunal de Première Instance de Yaoundé est compétent pour régler tout litige né entre les deux parties signataires.

VIII. DISPOSITIONS DIVERSES :

Le présent contrat ne crée entre les parties aucun lien de subordination, LE CONSULTANT demeurant libre et responsable du contenu de ses prestations.

Fait à Yaoundé, le 02/11/2022

LE CONSULTANT
(Précédé de la mention
"lu et approuvé")

lu et approuvé




Pour LA SOCIETE,
(Précédé de la mention
"lu et approuvé")


Fidel MOLE HAMMA
Représentant